

**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC D'ACTON
MUNICIPALITÉ D'UPTON**

RÈGLEMENT NO 2020-334

**RÈGLEMENT DÉTERMINANT
LES TAUX DE TAXES,
COMPENSATIONS ET
AUTRES TARIFICATIONS
POUR L'EXERCICE
FINANCIER 2021**

ATTENDU QUE ce Conseil municipal a, le 15 décembre 2020, adopté le budget de la Municipalité d'Upton pour l'année financière 2021;

ATTENDU QUE ledit budget prévoit des dépenses, autres activités financières et affectations de l'ordre de 3 809 868 \$ et des revenus égaux à cette somme;

ATTENDU QU'une partie des recettes proviennent de taxes et compensations pour une somme de 2 009 310 \$;

ATTENDU QUE l'évaluation totale des immeubles imposables de la Municipalité est de 342 363 900 \$;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance spéciale du conseil du 15 décembre 2020;

EN CONSÉQUENCE :

Il est proposé par monsieur Alain Joubert, appuyé par monsieur Claude Larocque **et résolu à l'unanimité** des conseillères et des conseillers qu'un règlement portant le numéro 2020-334 intitulé « Règlement déterminant les taux de taxes, compensations et autres tarifications pour l'exercice financier 2021 » soit et est adopté, et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit:

Article 1: Imposition

Qu'un règlement est imposé pour prélever sur tous les biens-fonds imposables de la Municipalité d'Upton, une somme égale à la différence entre les revenus prévus et le total des dépenses.

Article 2: Surplus budgétaire

Que le surplus budgétaire à chacun des postes du budget puisse être utilisé à d'autres fins que celui prévu, soit à un autre poste budgétaire ou en capitalisation sur des travaux municipaux.

Article 3: Taxe foncière

Il est imposé et il sera prélevé une taxe foncière générale sur tous les immeubles imposables, suivant le taux particulier de la catégorie à laquelle ils appartiennent. Le taux de la taxe foncière fixé s'applique à la valeur réelle telle que portée au rôle en vigueur, sur tout terrain, lot ou partie de lot, avec toutes les constructions qui y sont érigées, s'il y a lieu, et tout ce qu'incorporé au fonds et défini par la charte et par la loi comme bien-fonds ou immeuble.

Une unité d'évaluation peut appartenir à plusieurs catégories.

Les taux sont fixés comme suit :

Catégories	Taux/100\$ d'évaluation
Agricole	0,565 \$
Résiduelle, des immeubles de six logements ou plus, des immeubles non résidentiels et des immeubles industriels.	0,605 \$

Le taux de taxe foncière fixée pour la catégorie d'immeubles agricole, comme apparaissant au rôle d'évaluation en vigueur, s'applique aux valeurs agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE). La valeur non agricole des exploitations agricoles enregistrée est imposée au taux fixé pour les autres catégories d'immeubles.

Article 4: Taxe d'assainissement des eaux

4.1 Contribution pour les immeubles à caractère public

À titre de contribution pour la dette du service d'égout donné à tous les immeubles à caractère public, que le taux de la taxe spéciale générale concernant l'« assainissement des eaux » imposée soit fixé à **0,0023 \$ par 100 \$** de la valeur réelle de tous les biens imposables de la Municipalité. Cette contribution représente la somme de:

- une quote-part de 7% pour le fonctionnement du réseau d'égout, calculée sur les coûts de fonctionnement déduction faite des parts attribuables aux industries et aux commerces en vertu de l'article 7.1 du présent règlement;
- une quote-part de 7% pour le fonctionnement de la station d'épuration et des stations de pompage, calculée sur les coûts de fonctionnement déduction faite des parts attribuables aux industries et aux commerces en vertu de l'article 8.1 du présent règlement.

4.2 Exploitations agricoles enregistrées

Les taux indiqués aux articles 4.1 et 4.2 s'appliquent aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE).

Article 5: Taxe relative aux matériels roulants

Afin de pourvoir au remboursement des crédits-baux engagés pour les paiements du camion pompe-citerne 2012 et du camion pompe-citerne 2016 ainsi que pour pourvoir aux engagements de crédit de trois (3) véhicules pour le Service des travaux publics, que soit imposée une taxe fixée à **0,0336 \$ par 100 \$** de la valeur réelle, telle que portée au rôle en vigueur, sur tout terrain, lot ou partie de lot, avec toutes les constructions qui y sont érigées, s'il y a lieu, et tout ce qu'incorporé au fonds et défini par la charte et par la loi comme bien-fonds ou immeuble afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles.

Ces taux s'appliquent aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE).

Article 6: Compensation pour le service d'aqueduc

Le coût du « service d'aqueduc » est établi à un taux de **0,69\$ du mètre cube** réparti selon la consommation d'eau du mois de décembre 2019 au mois de novembre 2020 pour l'ensemble de la Municipalité.

6.1 Grands consommateurs, industries et commerces dont la consommation d'eau est calculée au compteur

Pour les industries ou commerces dont la consommation d'eau est calculée par un compteur, il est imposé une compensation fixe de base **300,00 \$**. À ce montant, s'ajoute un taux de **0,69 \$ du mètre cube** établi selon la consommation d'eau du mois de décembre 2019 au mois de novembre 2020. Ce qui représente les sommes suivantes :

Entreprise	Consommation (m ³)	Compensation (\$)
Vetcom	75 m ³	352 \$
Stérigen	20 246 m ³	14 353 \$
BurnBrae Farms LTD	133 201 m ³	92 753 \$
9047-2051 Québec inc. (restaurant)	871 m ³	904 \$
Société culturelle du Lys inc.	2 234 m ³	1 851 \$
Ultramar	109 m ³	376 \$

6.2 Contribution pour les immeubles à caractère public

À titre de contribution pour l'entretien et le fonctionnement du service d'aqueduc donné à tous les immeubles à caractère public, que le taux de la taxe spéciale générale soit fixé à **0,0024 \$ par 100 \$** de la valeur réelle de tous les biens imposables de la Municipalité représentant une quote-part de 7% du coût de ce service, cette contribution étant calculée après avoir déduit la part des industries imposée à l'article 6.1 des présentes.

6.3 Compensation pour le service d'aqueduc (secteur)

Dans le secteur bénéficiant du service d'aqueduc, qu'une compensation soit imposée, déduction faite de la part des industries imposée à l'article 6.1 des présentes, pour le service d'aqueduc et ce, comme suit :

Type d'usage	Unité	Compensation
Habitation incluant les maisons mobiles, logements, chalets	Unité d'occupation	183,30\$
Lot vacant <i>*Pour tout immeuble non construit implanté dans le secteur desservi par le réseau d'aqueduc, qu'une entrée de service soit aménagée ou non</i>	Par lot constructible	45,82\$
Atelier de mécanique et/ou de débosselage Salon de coiffure et/ou d'esthétique <i>*Attenant ou non à la résidence</i> Vétérinaire, clinique esthétique	Unité d'occupation	556,00\$
Concessionnaire de véhicules et/ou vente d'équipement agricole <i>*Incluant ou non un garage de réparation</i> Bar, taverne	Unité d'occupation	999\$
Ferme : laitière, d'élevage et/ou avec procédé de lavage	Unité d'occupation	1 666\$
Ferme : culture, transformation des produits de la culture <i>*Sans procédé de lavage</i>	Unité d'occupation	347\$
Hôtel et/ou motel	Par chambre	40\$
Institution d'hébergement, de soins personnels, de soins thérapeutiques et/ou cliniques <i>*De courte et/ou longue durée</i>	Capacité de 0 à 25 personnes :	2 383,00\$
	Capacité de 26 à 40 personnes	3 666,00\$
	Plus de 40 mais moins de 100	5 133,00\$
	Plus de 100 personnes	6 783,00\$
Maison de chambre et/ou de pension avec service de repas et de buanderie	Plus : par chambre	347,00\$ + 76,00\$

Type d'usage	Unité	Compensation
Meunerie	Unité d'occupation	768,00\$
Entreprise de transport, de transbordement		
Épicerie, dépanneur avec ou sans vente d'essence et /ou magasin de vente au détail avec préparation d'aliments		
Restaurant saisonnier incluant les cantines & casse-croûtes	Unité d'occupation	556,00\$
Restaurant non saisonnier	Unité d'occupation	999,00\$
Station-service avec lave-auto (avec ou sans dépanneur)	Unité d'occupation	1 666,00\$
Station-service sans lave auto (avec ou sans dépanneur)	Unité d'occupation	556,00\$
Camping	Site	40,00\$
École de musique, de danse et autres disciplines	Unité d'occupation	347,00\$
Bureau de services professionnels et bureau d'assurance		
Magasin de vente au détail et en gros, dépanneur sans préparation d'aliments, bureau de poste, institution financière, service funéraire, centrale téléphonique		
Entrepôt commercial, atelier d'artisan et de fabrication artisanale, atelier de soudure, service de réparation d'électroménagers et d'appareils électroniques, bureau d'entrepreneur en construction et/ou services techniques		
Massothérapie, acuponcture, soins de santé		
Toute autre place d'affaires	Unité d'occupation	347,00\$
Industrie dont la consommation d'eau n'est pas calculée par un compteur	Unité d'occupation	999,00\$

Les compensations susmentionnées sont applicables que la propriété soit munie d'un compteur ou non.

Cette compensation est imposée à tout propriétaire d'immeuble résidentiel, commercial, industriel et agricole que le service soit utilisé ou non.

Chaque logement, immeuble agricole (EAE), immeuble commercial ou immeuble industriel constitue une unité. Si un immeuble compte plus d'un usage, chaque logement, usage agricole, usage commercial et usage industriel est considéré comme une unité.

6.4 Exploitations agricoles enregistrées

Les taux indiqués aux articles 6.1 à 6.3 inclusivement s'appliquent aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE).

Article 7 : Compensation pour le service d'égout

7.1 Grands utilisateurs, industries et commerces dont la quantité rejetée peut être évaluée

Pour les industries ou commerces dont la consommation d'eau est calculée par un compteur, il est imposé une compensation fixe de **100,00 \$** plus une compensation établie à raison de 80% de la consommation d'eau du mois de décembre 2019 au mois de novembre 2020.

Ce qui représente les sommes suivantes :

Entreprise	Compensation (\$)
Vetcom	103 \$
Stérigen	874 \$
Les Fermes Burnbrae inc.	5 190 \$
9047-2051 Québec Inc (restaurant)	133 \$
Société culturelle du Lys inc.	185 \$
Ultramar	104 \$

7.2 Compensation pour le service d'égout (secteur)

Dans le secteur bénéficiant du service d'égout, qu'une compensation soit imposée, déduction faite de la part des industries imposée à l'article 7.1 des présentes, et ce, comme suit :

Pour une institution d'hébergement, une compensation annuelle de:

- Capacité de 0 à 25 personnes : **355 \$**
- Capacité de 26 à 40 personnes : **485 \$**
- Plus de 40 mais moins de 100 : **653 \$**
- Plus de 100 personnes : **821 \$**

Autres que ceux énumérés aux présentes, pour les logements, les commerces, les industries et les usages agricoles, qu'une compensation annuelle de **18,64 \$ par unité** soit imposée pour le service d'égout.

Pour tout immeuble non construit implanté dans le secteur desservi par le réseau d'égout, que soit imposé une compensation annuelle de **4,66 \$** par lot constructible, qu'une entrée de service soit aménagée ou non.

Nonobstant l'alinéa précédent, lorsque seul l'effluent (eaux grises) provenant d'une fosse septique existante est acheminé au réseau d'égout municipal, une compensation annuelle de **9,32 \$** par unité est imposée.

7.3 Exploitations agricoles enregistrées

Les taux indiqués aux articles 7.1 et 7.2 s'appliquent aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE).

Article 8 : Compensation pour le fonctionnement de l'usine d'épuration des eaux et les stations de pompage

8.1 Compensation établie en vertu d'une entente industrielle

Pour l'industrie « BurnBrae Farms LTD » (Les Œufs Bec-O inc.) qu'une compensation annuelle, établie conformément à l'entente industrielle en vigueur, soit imposée pour le fonctionnement de l'usine d'assainissement des eaux et de la station de pompage Lanoie, et ce, au montant de **213 608 \$**.

8.2 Compensation pour le secteur bénéficiant du service

Pour le secteur bénéficiant du service d'égout, qu'une compensation annuelle pour le fonctionnement de l'usine d'assainissement des eaux et de la station de pompage Lanoie soit imposée, déduction faite de la part de l'industrie conformément à l'article 8.1 des présentes, et ce, comme suit :

Type d'usage	Unité	Compensation
Habitation incluant les maisons mobiles, logements, chalets	Unité d'occupation	160,13\$
Lot vacant <i>*Pour tout immeuble non construit implanté dans le secteur desservi par le réseau d'aqueduc, qu'une entrée de service soit aménagée ou non</i>	Par lot constructible	40,03\$

Type d'usage	Unité	Compensation
Atelier de mécanique et/ou de débosselage	Unité d'occupation	334\$
Salon de coiffure et/ou d'esthétique <i>*Attenant ou non à la résidence</i>		
Vétérinaire, clinique esthétique		
Concessionnaire de véhicules et/ou vente d'équipement agricole <i>*Incluant ou non un garage de réparation</i>	Unité d'occupation	599\$
Bar, taverne		
Ferme : laitière, d'élevage et/ou avec procédé de lavage	Unité d'occupation	999\$
Ferme : culture, transformation des produits de la culture <i>*Sans procédé de lavage</i>	Unité d'occupation	208\$
Hôtel et/ou motel	Par chambre	24\$
Institution d'hébergement, de soins personnels, de soins thérapeutiques et/ou cliniques <i>*De courte et/ou longue durée</i>	Capacité de 0 à 25 personnes :	2 402,00\$
	Capacité de 26 à 40 personnes	3 683,00\$
	Plus de 40 mais moins de 100	5 284,00\$
	Plus de 100 personnes	7 046,00\$
Maison de chambre et/ou de pension avec service de repas et de buanderie	Plus : par chambre	208\$ 46\$

Type d'usage	Unité	Compensation
Meunerie Entreprise de transport, de transbordement Épicerie, dépanneur avec ou sans vente d'essence et /ou magasin de vente au détail avec préparation d'aliments	Unité d'occupation	461\$
Restaurant saisonnier incluant les cantines & casse-croûtes	Unité d'occupation	334\$
Restaurant non saisonnier	Unité d'occupation	599\$
Station-service avec lave-auto (avec ou sans dépanneur)	Unité d'occupation	999\$
Station-service sans lave auto (avec ou sans dépanneur)	Unité d'occupation	334\$
Camping	Site	444\$

Type d'usage	Unité	Compensation
École de musique, de danse et autres disciplines Bureau de services professionnels et bureau d'assurance Magasin de vente au détail et en gros, dépanneur sans préparation d'aliments, bureau de poste, institution financière, service funéraire, centrale téléphonique Entrepôt commercial, atelier d'artisan et de fabrication artisanale, atelier de soudure, service de réparation d'électroménagers et d'appareils électroniques, bureau d'entrepreneur en construction et/ou services techniques Massothérapie, acuponcture, soins de santé	Unité d'occupation	208\$
Toute autre place d'affaires	Unité d'occupation	208\$
Industrie dont la consommation d'eau n'est pas calculée par un compteur	Unité d'occupation	599\$
Effluent (eaux grises) provenant d'une fosse septique	Unité d'occupation	80,06\$

Ces taux s'appliquent aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE).

Article 9: Compensation pour la « Sûreté du Québec »

Qu'une compensation annuelle de **214,01 \$** soit imposée pour le service de la « Sûreté du Québec » pour chaque unité d'occupation résidentielle, commerciale et industrielle. Si un immeuble compte plus d'un usage, chaque logement, usage commercial et usage industriel est considéré comme une unité. Dans le cas de commerces complémentaires à un usage principal d'habitation, une compensation de **53,50 \$** est imposée pour le service de la « Sûreté du Québec » pour chaque unité d'occupation commerciale complémentaire.

Nonobstant ce qui précède, pour une institution d'hébergement, une compensation annuelle est imposée pour le service « Sûreté du Québec », et ce, comme suit:

Capacité de 0 à 25 personnes :	1 498 \$
Capacité de 26 à 40 personnes :	2 782 \$
Plus de 40 mais moins de 100 :	4 066 \$
Plus de 100 personnes :	5 350 \$

Ces taux s'appliquent aux valeurs **non agricoles** des exploitations agricoles enregistrées (EAE).

Article 10: Compensation pour les services de la Régie intermunicipale d'Acton et des Maskoutains

Une compensation annuelle pour le service de la cueillette, le transport et l'élimination des ordures ainsi que pour la collecte sélective est imposée comme suit:

- Logements et chalets : **141,87 \$**
- Immeubles de 6 unités et plus : **851,22 \$** par bac par année
- Établissements industriels, commerciaux et institutionnels :
141,87 \$ pour 2 bacs de 240 litres ou 1 bac de 360 litres
ou
283,74 \$ pour 4 bacs de 240 litres ou 2 bacs de 360 litres;
ou
425,61 \$ pour 6 bacs de 240 litres ou 3 bacs de 360 litres.

Une compensation annuelle pour la cueillette des matières organiques est imposée comme suit:

- Logements (sauf ceux de 6 logements et plus), chalets, industries, commerces et institutions : **71,96 \$**.

Chacune des compensations ci-haut mentionnées sont imposées à tout propriétaire d'immeuble résidentiel, que le service soit utilisé ou non.

Nonobstant ce qui précède, pour les habitations à logements comptant 6 à 15 unités, le **service de cueillette des matières organiques**, sur demande du propriétaire, est autorisé mais non obligatoire. Le coût est de **71,96 \$ par bac**.

Une compensation annuelle de base pour le service de vidange de fosses septiques est imposée à tout propriétaire d'une « résidence isolée » telle que définie au règlement 2010-216 intitulé « Règlement concernant la vidange des installations septiques dans les limites de la Municipalité ».

Cette compensation est exigible pour la vidange d'une fosse septique en saison régulière, soit du 15 avril au 15 novembre et est imposée comme suit :

- Pour une résidence à occupation saisonnière : **41,41 \$**
- Pour une résidence à occupation permanente : **82,81 \$**

Toute vidange autre que celles-ci-haut mentionnées occasionnées à l'entrepreneur désigné par la Régie, sera l'objet d'un compte de taxes supplémentaire à un tarif imposé comme suit :

Vidange supplémentaire :	165,61 \$
• Vidange hors saison (du 1 ^{er} janvier au 14 avril et du 16 novembre au 31 décembre)	208,40 \$
• Déplacement inutile :	75,00\$

Article 11: Taxe spéciale relative au pavage de la rue des Lilas et du 5^{ième} Rang

Afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt relatif aux travaux de réfection et de pavage de la rue des Lilas et du 5^{ième} Rang et, conformément à l'article 6 du règlement 2011-233, que soit prélevé pour tout immeuble imposable, une taxe spéciale dont le taux est fixé à **0,0054\$ par 100\$** de la valeur réelle, telle que portée au rôle d'évaluation en vigueur.

Ces taux s'appliquent aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE).

Article 12: Taxe spéciale relative aux travaux des rues Brasseur et Monseigneur-Desmarais

Conformément au règlement 2016-274 intitulé « Règlement décrétant un emprunt et une dépense de 2 339 714 \$ pour le projet de réfection des infrastructures d'aqueduc, d'égout et de voirie des rues Brasseur et Monseigneur-Desmarais » et ses amendements, que soit prélevé une taxe spéciale pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt.

Cette taxe spéciale est prélevée à tout immeuble imposable selon la valeur réelle, telle que portée au rôle en vigueur, et ce, selon les taux décrétés aux article 12.1 à 12.3 des présentes.

Ces taux s'appliquent aux valeurs agricoles et non agricoles des exploitations agricoles enregistrées (EAE).

12.1 Taxe spéciale pour la part relative aux immeubles non imposables

À titre de contribution pour tous les immeubles à caractère public pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de 7% de l'emprunt, il est par le présent règlement imposé et prélevé sur tout immeuble imposable, une taxe spéciale dont le taux est fixé à **0,0006\$ par 100\$** d'après leur valeur, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation.

12.2 Taxe spéciale aux immeubles imposables de l'ensemble du territoire (infrastructures de voirie)

Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de 49,5% de l'emprunt, il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé, sur tous les immeubles imposables de la municipalité, une taxe spéciale à un taux de **0,0041\$ par 100\$** d'après leur valeur, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation.

12.3 Taxe spéciale aux immeubles imposables du secteur (infrastructures d'aqueduc et d'égouts)

Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de 43,5% de l'emprunt, il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé, sur tous les immeubles imposables bénéficiant du service d'aqueduc et/ou du service d'égout situé sur le territoire de la municipalité, une taxe spéciale à un taux de **0,0136\$ par 100\$** d'après leur valeur, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation.

Article 13 : Modification en cours d'année

À l'exception de la compensation exigible pour la vidange de fosses septiques, pour toute unité de logement, pièces, appartement ou local dont l'existence commencera ou cessera en cours d'année ainsi que pour toute modification au rôle d'évaluation de la Municipalité qui survient en cours d'année, que ce soit pour le changement de propriétaires ou autrement, les taxes et compensations exigibles en vertu du présent règlement seront calculées au prorata du nombre de jours d'exercice et/ou d'utilisation. La date de référence correspondra à la date d'effet du certificat de modification du rôle d'évaluation émis par l'évaluateur agréé reconnu par la Municipalité.

Dans le cas de la vidange de fosses septiques, la compensation exigible est imposée annuellement et ne peut être créditée ni remboursée pour tenir compte de tout immeuble dont l'existence commencera ou cessera en cours d'année. Également, la compensation ne peut être créditée ni remboursée pour toute modification au rôle d'évaluation de la Municipalité qui survient en cours d'année, que ce soit pour le changement de propriétaires ou autrement.

Article 14 : Modalités de paiement

Les taxes, tarifs et compensations prévus au présent règlement, sont payables en un (1) versement unique dans les trente (30) jours suivant l'expédition du compte.

Toutefois, lorsque pour un compte, le total est égal ou supérieur à 300,00 \$, il peut être payé, au choix du débiteur, en un (1) versement unique payable au plus tard le 30^e jour qui suit l'expédition du compte ou en quatre (4) versements égaux. Les dates de chacun des versements égaux étant pour le 1^{er} versement, le ou vers le 30^e jour qui suit l'expédition du compte de taxes, pour le 2^e versement le ou vers le 60^e jour suivant l'échéance du premier versement, pour le 3^e versement le ou vers le 60^e jour suivant l'échéance du deuxième versement et pour le 4^e versement le ou vers le 90^e jour suivant l'échéance du troisième versement

La directrice générale est autorisée à allonger ou réduire les délais d'exigibilité des versements prévus à l'alinéa précédent lorsque les dates d'exigibilité tombent un jour de fin de semaine et/ou un jour férié.

Article 15: Intérêts:

Les soldes impayés portent intérêts au taux annuel de douze pourcent (12 %) l'an ou un pourcent par mois (1%) à compter du moment où ils deviennent exigibles (*Code municipal du Québec*, article 981) et est applicable à toutes les taxes, tarifs et autres créances dus à la Municipalité à partir de l'expiration du délai où ils devaient être payés.

Article 16: Chèque sans provision

Lorsqu'un chèque est remis à la Municipalité et que le paiement est refusé par l'institution financière, des frais d'administration équivalents à ceux exigés par ladite institution financière seront réclamés au tireur de chèque, en sus des intérêts exigibles.

Article 17: Dispositions interprétatives

Toute disposition antérieure inconciliable avec le présent règlement est abrogée à toutes fins que de droit.

Article 18: Rôle de perception

La directrice générale est autorisée à préparer immédiatement un rôle de perception comprenant toutes les taxes, compensations et tarifications, tant générales que spéciales, imposées par règlement de la Municipalité, y compris les autres redevances dues à la Municipalité et à procéder à la perception desdites taxes, compensations, tarifications ou redevances conformément à la loi.

Article 19: Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

Guy Lapointe
Maire

Cynthia Bossé
Directrice générale

Avis de motion:	15 décembre 2020
Dépôt du projet de règlement :	15 décembre 2020
Adoption:	19 janvier 2021
Publication:	25 janvier 2021
Entrée en vigueur :	25 janvier 2021